

# Afrique

## Le retour des dinosaures

Les transitions, difficiles et contestées, sont un problème récurrent sur le continent. Malgré la vigilance croissante des populations, les vieux autocrates n'hésitent pas à entraîner leur pays dans une crise plutôt que d'accepter de passer la main

JEAN-PHILIPPE RÉMY

JOHANNESBURG - correspondant régional

Ce jour-là, en prenant la parole devant les chefs d'Etat et de gouvernement africains, Robert Mugabe était décidé à faire des étincelles. Un genre dans lequel il excelle. Au siège de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba, le président zimbabwéen prononçait, le 30 janvier, un discours pour clôturer son année de présidence de l'organisation panafricaine. Lorsque celle-ci a été créée, en 1963, Robert Mugabe était en train de former son parti, la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe), avec lequel il prit le pouvoir, en 1980, au terme d'une guerre civile. Ce pouvoir, d'abord comme premier ministre, puis comme président, il ne l'a plus jamais quitté.

Alors, dans son discours devant ses pairs, Robert Mugabe, qui allait fêter ses 92 ans, a décrit ses intentions : « *Je serai là jusqu'au moment où Dieu me dira : "Viens !" Tant que je serai en vie, je vais diriger ce pays [le Zimbabwe] !* » Il a été chaudement applaudi, peut-être aussi en raison de ses attaques contre les Occidentaux, ou Barack Obama. Le président américain avait pris la parole au même endroit, six mois plus tôt, pour encourager inversement les chefs d'Etat à quitter le pouvoir lorsque l'exigent leurs mandats constitutionnels. Il avait rencontré un succès nettement plus mitigé.

Car le temps est à la remise en cause des Constitutions qui empêchent les « présidences à vie », même si, jusqu'ici, personne n'avait décrit cela, en public, avec la netteté d'un Robert Mugabe. A l'échelle d'un continent en pleine mutation, dont la transformation n'est pas seulement portée par ses chiffres de croissance économique mais, aussi, par des réformes de fond, cela apparaît comme une anomalie, ou un caprice de l'Histoire. Le retour d'une époque révolue, celle de la guerre froide, et du mythe de « l'homme fort » forgé après les indépendances. Pour les chefs d'Etat d'alors, décidés à régner jusqu'à leur mort, appuyés sur leur parti unique, on avait trouvé un surnom : les dinosaures. Puisque l'Union soviétique s'effondrait, que tombait le mur de Berlin et que soufflait le vent des démocraties, leur disparition était jugée inéluctable.

Mais les dinosaures n'ont pas disparu. Ils semblent même revenir en force, alignés derrière Robert Mugabe, « comrade Bob », qui sert de trait d'union avec le passé. C'est un peu leur printemps. Au Congo-Brazzaville, le président Denis Sassou-Nguesso est prêt à se succéder à lui-même, s'il est réélu lors de l'élection présidentielle du 20 mars. Il est arrivé au pouvoir en 1979. Une seule fois, il a laissé un concurrent l'emporter lors d'un scrutin à la loyale. C'était en 1993. L'expérience s'est conclue par une guerre civile, quatre ans plus

tard, les deux rivaux s'étant armés avec le soutien discret de pétroliers, dont la compagnie française Elf (aujourd'hui Total).

### TORDRE LA LOI FONDAMENTALE

Depuis, Denis Sassou-Nguesso ne perd plus les élections. La Constitution lui interdisait de se représenter ? Elle a été transformée il y a quelques mois, lors d'un référendum tenu dans des conditions contestées. D'autres pays, d'autres dirigeants sont sur la même voie. Dans l'autre Congo (RDC), à Kinshasa, le président Joseph Kabila doit lui aussi tordre la Loi fondamentale pour se maintenir au pouvoir, en novembre. Au Burundi, la dispute sur le sens des textes constitutionnels a déjà plongé le pays dans une crise aiguë, aux frontières de la guerre civile. Un « dialogue inter-burundais » est en cours pour permettre au président Pierre Nkurunziza de se maintenir indéfiniment au pouvoir. Au Rwanda voisin, c'est déjà chose faite.

Qu'est-ce qui caractérisait les dinosaures d'avant les démocratisations ? D'abord, il leur fallait s'entourer de tout un vocabulaire pour le justifier : il fallait « *faire don de sa personne* », répondre à la « *volonté du peuple* ». Lequel n'avait pas le choix, ni la possibilité de faire valoir d'opinion différente. Ces autocrates, en outre, bénéficiaient de la rente stratégique de la guerre froide : le bloc occidental d'un côté, le bloc soviétique de l'autre, encourageaient les pouvoirs forts et loyaux, au détriment des peuples.

De quoi le retour des dinosaures est-il le signe ? D'une « nouvelle guerre froide » entre les Etats-Unis, alliés aux Occidentaux, dans une rivalité grandissante avec la Chine et la Russie ? Peut-être, à ce stade, est-il préférable de penser en termes de multiplication des pôles d'influence. Lorsque cela l'a arrangé dans son rapport de force avec les Occidentaux, le président kényan Uhuru Kenyatta s'est tourné vers la Chine, quitte à changer de direction quand le contexte se transforme. Au Burundi, le pouvoir compte aussi sur Pékin et Moscou pour se soustraire aux pressions occidentales. La Belgique, l'ancien colonisateur, y est accusée « d'armer des rebelles »...

Avant le discours de Robert Mugabe, un projet de force d'intervention de l'Union africaine pour le Burundi avait été discuté au même sommet. L'idée de cette force avait été poussée par les instances dirigeantes de l'organisation panafricaine, et par la présidente de sa Commission, la Sud-Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma. En fait, un certain nombre de chefs d'Etat ont vu rouge. Le club des dirigeants a senti la menace. « *Si on commence à monter des forces d'intervention dès qu'on touche aux Constitutions, il y a pas mal de présidents qui vont avoir des problèmes dans le futur. Certains, au comble de la fureur, ont dit : mais elle se prend pour qui, celle-là [M<sup>me</sup> Zuma] ? Elle n'a rien compris ! Ce n'est pas elle qui commande,*

ici », explique une source haut placée à l'UA.

Robert Mugabe est loin d'être le seul à s'être affranchi des limitations de mandats, comme l'ont fait aussi, à des degrés divers, ceux qui sont installés depuis plus de vingt ans : Paul Biya (Cameroun, 34 ans au pouvoir), Eduardo Dos Santos (Angola, 37 ans au pouvoir, mais il vient d'annoncer son départ en 2018), Teodoro Obiang Nguema (Guinée équatoriale, 37 ans au pouvoir), Yoweri Museveni (Ouganda, 30 ans au pouvoir), Omar Al-Béchir (Soudan, 27 ans au pouvoir), Issayas Afewerki (Erythrée, 25 ans au pouvoir), Yahya Jammeh (Gambie, 22 ans au pouvoir), Paul Kagamé (Rwanda, « homme fort », puis président depuis 22 ans). Un seul membre du club a fait défaut, bien malgré lui : Blaise Compaoré, du Burkina Faso, s'appropriait justement à modifier la Constitution, en vue de sa réélection à l'automne 2015. Ce n'était pas la première fois, mais en trente ans de pouvoir, beaucoup de choses avaient évolué et il a été surpris par l'ampleur des manifestations contre ce projet. Il lui a fallu quitter le pays en octobre 2014. A *Jeune Afrique*, Blaise Compaoré déclarait, après sa fuite : « *Je suis conscient qu'après trente ans de vie politique harassante, j'ai fatigué.* » Il voulait dire par là qu'il n'avait pas été en mesure d'évaluer convenablement la situation, et par conséquent, de s'en rendre maître. Erreur.

### UNE CONFRONTATION PRÉVISIBLE EN RDC

Voici ses homologues prévenus. En RDC, on s'achemine vers une période de tensions liées à cette question : l'opposition a annoncé son intention de considérer que le président, Joseph Kabila, cessera d'exercer le pouvoir à l'expiration de son mandat, en novembre. Le pays se prépare pour une confrontation aux conséquences inconnues. Toutefois, le phénomène ne touche pas l'ensemble du continent africain. En Afrique de l'Ouest, les alternances demeurent la règle. Au Nigeria, l'ex-président, Olusegun Obasanjo, avait tenté de changer la Constitution : il a échoué, parce que les forces politiques nigérianes s'y sont refusées. Au Bénin, Thomas Boni Yayi, dont on élit en ce moment même le successeur, avait caressé cette idée. Il a eu la sagesse de l'abandonner.

En l'espace de quelques mois, quatre pays ont vu leurs Constitutions changées, malmenées ou interprétées, pour permettre à des dirigeants de se maintenir au pouvoir. D'autres avaient ouvert la voie au cours des dernières années : Cameroun et Algérie (2008), Angola et Djibouti (2010), Tchad (2004) ou Togo (2005), avec un constitutionnaliste français à la manœuvre pour permettre à Faure Gnassingbé de succéder à son père, l'un des plus célèbres « dinosaures », lequel avait déjà eu recours à une modification, trois ans plus tôt, pour être certain de mourir au pouvoir.

« *Aujourd'hui, un vieux problème domine le paysage politique de l'Afrique : les transitions*

*difficiles et contestées*», résume Comfort Ero, directrice du programme Afrique de l'International Crisis Group (ICG). «*Nous pensions que certaines façons de faire appartenaient au passé. Mais non, elles sont encore bien vivaces et entraînent de véritables dangers : des autocrates de la nouvelle génération partagent à présent l'espace avec les vieux autocrates.*» Cela ne signifie pas, cependant, que cette dérive soit la règle. Car, «*paradoxalement ou ironiquement*», ajoute Comfort Ero, *on note aussi une volonté croissante des dirigeants de se soumettre au verdict des élections, lesquelles sont vues comme un processus de légitimation.*» Il serait donc faux de croire que le retour des autocrates est inéluctable. Et ce, pour une autre raison primordiale : leur électorat, quand il peut s'exprimer librement, montre qu'il ne le souhaite pas.

#### EMPÊCHER LES « PRÉSIDENTS À VIE »

La preuve a été administrée par les résultats d'une grande enquête d'Afrobarometer, publiée en 2015. Cinquante mille interviews ont été menées dans 34 pays d'Afrique. Résultat : 73 % des personnes sondées approuvent ou souhaitent (dans les pays où cette disposition n'existe pas) une limitation du nombre de mandats de leurs dirigeants. Empêcher les chefs d'Etat de devenir des « présidents à vie », rappellent les auteurs, n'est pas une greffe venue de l'Occident, des « *Blancs avec des nez roses* », comme disait Robert Mugabe à Addis-Abeba, mais s'inscrit dans un « *ensemble plus large de règles constitutionnelles qui ont accompagné la transition des pouvoirs autoritaires vers des modes de gouvernance pluralistes* », selon les conclusions de l'enquête d'Afrobarometer. Le pays le plus en faveur de cette limitation ? Le Bénin, où 90 % des sondés auraient été hostiles à une tentative en ce sens du président Boni Yayi.

C'est aussi que les populations comptent peser sur leur avenir à travers les scrutins. On le voit notamment dans les pays où les électeurs ont recours à l'alternance de façon très étudiée. C'est le cas, par exemple, en Afrique du Sud. Le Congrès national africain (ANC) conserve la majorité lors des scrutins nationaux, malgré une érosion de sa base. Une grande partie de l'électorat noir, majoritaire, ne peut, à ce stade, imaginer de voter pour l'Alliance démocratique, principal parti d'opposition, étiqueté « blanc » en dépit de tous ses efforts pour le dissimuler. Lors du prochain scrutin national, en 2019, il n'y a aucun doute, l'ANC (on vote en Afrique du Sud pour le parti, pas pour des individus) sera victorieuse. Mais dans l'intervalle auront lieu, vers le mois d'août 2016, des élections locales. Cette fois, les griefs, réels, de l'électorat modeste et noir, le plus important numériquement du pays, pourront s'exprimer et faire des ravages. La « punition » électorale peut s'exercer dans ce contexte et devrait faire basculer de grandes municipalités du côté de l'opposition. Cette tendance s'est déjà affirmée au plus petit niveau, celui des *wards* (districts), où des conseillers appartenant à l'Alliance démocratique sont élus dans des bastions de l'ANC.

Ce sont ces aspirations qui inquiètent les pouvoirs. Et semblent justifier les dérives violentes qui accompagnent toujours les dérives autocratiques. En Ouganda, juste avant le scrutin de février, Justine Lumumba, la secrétaire générale du NRM (Mouvement de résistance nationale), le parti au pouvoir, avait menacé en termes crus les parents des jeunes tentés par une contestation des résultats de l'élection

(remportée, bien sûr, par Yoweri Museveni) en descendant dans la rue : « *Alors que le président Museveni, notre combattant en chef, est encore assis sur son trône, quelles que soient leurs idées sur le sujet, dites-leur [aux enfants] que le NRM ne va pas quitter le pouvoir. N'envoyez pas vos enfants installer le chaos à Kampala pendant les élections, perturber la paix du pays, parce que le gouvernement va se charger de régler le problème : on va vous tirer dessus.* »

Le président Yoweri Museveni, au début des années 2000, traversait une passe difficile. Les bailleurs de fonds, qui l'avaient beaucoup soutenu depuis sa prise de pouvoir en 1986, commençaient à trouver ses méthodes embarrassantes : pillage des ressources naturelles au Congo-Kinshasa, violences électorales, corruption... C'est alors que l'Ouganda s'est porté volontaire pour contribuer – à hauteur de plusieurs milliers d'hommes – à une mission de l'Union africaine en Somalie, financée par les Occidentaux (Union européenne et Etats-Unis, essentiellement), contre la menace djihadiste des Chabab.

C'est là l'avantage que tirent les autocrates, futurs présidents à vie (on peut imaginer que Yoweri Museveni en sera un), des contextes géopolitiques : l'Occident est focalisé sur les questions de sécurité. Les nouveaux partenaires de l'Afrique (Chine, Russie), eux, sur les questions économiques, des débouchés pour leurs industries à l'accès aux matières premières. Dans ce télescopage, il y a de l'avenir pour les dictatures. Sauf à compter sur les personnes les plus directement concernées : les populations. Et leur désir de faire savoir que l'accapement des fruits de la croissance économique par les élites les met en colère.

Zachariah Cherian Mampilly, directeur des études africaines au Vassar College (Etat de New York), travaille sur ce sujet. Il a écrit, avec Adam Branch, un ouvrage de référence, *Africa uprising: Popular Politics and Unarmed Resistance* (Zed Books, « African Arguments », 2015, non traduit). Il parle d'une « *troisième vague de protestation* » en cours, après celles du passé, qui ont conduit notamment à la démocratisation des années 1990. Pour ce faire, il tient un décompte de toutes les manifestations, parfois peu remarquées à l'extérieur du continent, et dont le nombre augmente avec le temps.

Il note aussi que ces mouvements s'affranchissent de plus en plus de partis politiques. Cela, dans un contexte où le discours général sur l'Afrique montre les espoirs du continent. « *Ce discours s'est focalisé sur les chiffres record de croissance au cours de la dernière décennie*, explique Zachariah Mampilly. *Le problème est que les pays dont l'économie est fondée sur les matières premières ne créent pas de conditions de vie satisfaisantes et d'emplois stables pour la majorité de leur population. Donc, les jeunes générations n'ont pas l'intention de croire aux vieilles promesses selon lesquelles la réduction de la pauvreté sera mécaniquement produite par la croissance, puisque c'est un rêve qui s'est avéré creux. De plus en plus, on voit des gens ordinaires exprimer leur insatisfaction en descendant dans la rue. En d'autres termes, ils ont perdu la foi dans les partis politiques et, de fait, dans le type de démocratie électorale qui caractérise une partie du continent.* »

#### L'AUTORITARISME 2.0

Cela ne signifie pas que les élections aient perdu leur sens aux yeux de la population. La plupart des pays où les autocrates passent plusieurs décennies au pouvoir sont ceux dont les indices de développement humains sont les plus bas. Seule exception : le Rwanda.

Et Zachariah Mampilly de conclure : « *La population au Burkina Faso ou à travers l'Afrique peut avoir envie de voter, mais, comme nous l'avons vu récemment, si les résultats des scrutins sont manipulés, il leur reste des moyens pour faire entendre leur voix.* »

Les pouvoirs en dérive autoritaire le savent bien. Et prennent des mesures pour se protéger. C'est ce que la chercheuse de Freedom House, Kate Byom, appelle l'autoritarisme 2.0, évoquant les mesures prises pour étouffer la contestation avec l'aide de la loi. Par exemple en Ethiopie, grâce à la mise en place de plusieurs outils législatifs. D'abord, l'obligation d'obtenir l'autorisation pour manifester est rarement accordée et justifiée, par avance, les violences contre les manifestants. De façon plus subtile, des régulations empêchent les organisations travaillant sur les questions de démocratie ou de droits de l'homme de recevoir des financements extérieurs. Le même phénomène est en train d'être réalisé en RDC, alors que le pays se dirige vers une possibilité de confrontation politique, fin 2016.

Une organisation congolaise qui avait été en contact avec Smokey, un des leaders du mouvement du Balai citoyen au Burkina Faso, très impliqué dans les manifestations de rue qui ont poussé le président Compaoré au départ, a ainsi été surprise de se voir convoquée par les services de renseignement pour savoir quelles étaient les intentions de l'activiste burkinabé au Congo-Kinshasa. « *Euh, composer du rap* », a répondu le responsable de cette organisation. Rien ne fait plus peur aux pouvoirs que l'éventualité d'une réplique des manifestations de Ouagadougou.

#### DES LOIS RESTREIGNANT L'ESPACE CIVIQUE

Le dernier rapport d'Amnesty International consacré au continent, note une tendance, encore difficile à quantifier et variable selon les pays, mais inquiétante : « *Les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les opposants politiques ont été nombreux à exercer leurs activités dans un environnement de plus en plus hostile, où étaient mises en œuvre des lois visant à restreindre l'espace civique au nom de la sécurité nationale, de la lutte contre le terrorisme, de l'ordre public et de la réglementation des ONG et des médias.* »

Jackie Cillers, de l'Institute for Security Studies (ISS), relevait récemment dans le bulletin de son organisation que les manifestations citoyennes toujours plus nombreuses étaient le signe, aussi, de la transformation du continent : « *L'instabilité liée à des rébellions organisées se déplace dans de lointaines zones rurales vers les villes, et se transforme en manifestations, accompagnées de violences lors des élections.* »

De son côté, Alfredo Tjiurimo Hengari, de l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA), met en garde contre « *l'impact pervers* » des changements de Constitution sur la « *stabilité régionale* ». « *Les révisions constitutionnelles pour permettre aux présidents en exercice d'étendre leur mandat ne devraient pas rester des questions intérieures dans les pays africains. De telles révisions sont la cause de violence domestique et d'instabilité politique.* » Le politologue namibien en appelle en conséquence à l'Union africaine et aux pays avec « *des démocraties consolidées* », comme le Nigeria ou l'Afrique du Sud, pour exercer leur influence contre ces « *pratiques corrosives pour la quête du développement démocratique de l'Afrique.* » ■

**Emilie Régnier**

La photographe explique que la toque en léopard est un « symbole du pouvoir bantou, porté par le maréchal Mobutu

*au Congo-Kinshasa. On retrouve la peau de léopard chez les Zoulous et les Xhosas, en Afrique du Sud. Mandela lui-même a porté l'habit*

*traditionnel des rois après sa sortie de prison. » Et de rappeler que à Paris, Dior imposera le motif en Occident. Née en 1984,*

Emilie Régnier, après des études de photographie à Montréal, s'est installée à Dakar, où elle réside depuis 2009. Sa série

« Passeport » fut exposée lors de la biennale 2015 de Photoquai, au Musée du quai Branly, à Paris.

**« JE SERAI LÀ  
JUSQU'AU MOMENT  
OÙ DIEU ME DIRA :  
"VIENS". TANT QUE  
JE SERAI EN VIE,  
JE VAIS DIRIGER  
CE PAYS »**

**ROBERT MUGABE (92 ANS)**  
président du Zimbabwe  
depuis décembre 1987

**« DE PLUS EN PLUS,  
ON VOIT DES GENS  
ORDINAIRES  
EXPRIMER LEUR  
INSATISFACTION  
EN DESCENDANT  
DANS LA RUE »**

**ZACHARIAH MAMPILLY**  
directeur des études  
africaines au Vassar College

## Sylvie Brunel « Le décollage africain s'est limité à quelques enclaves »

Malgré le discours afro-optimiste, la réalité demeure alarmante, assure la géographe et économiste. De nombreux Etats restent corrompus, et les populations, à majorité rurales, laissées pour compte

**G**éographe, économiste et écrivain, Sylvie Brunel est spécialiste des questions de développement et humanitaires. Elle enseigne à l'université Paris-IV-Sorbonne et a travaillé à Médecins sans frontières et à Action contre la faim. Elle est notamment l'auteur de *LAfrique est-elle si bien partie?* (Sciences humaines, 2014), Grand Prix 2015 du Festival de géopolitique de Grenoble, auquel elle participe du 16 au 19 mars et dont Le Monde Afrique est partenaire.

**Pèche-t-on aujourd'hui par excès d'« afro-optimisme » comme on a péché un temps par excès d'afro-pessimisme ?**

Il y a plusieurs phases. D'abord l'afro-pessimisme extrêmement marqué qui est allé de

la fin de la guerre froide au 11 septembre 2001 : l'Afrique est alors le continent des famines, des guerres, des interventions humanitaires, du génocide rwandais. La situation va se retourner pour deux raisons. Une restauration sécuritaire va se mettre en place, car les Etats-Unis s'intéressent de nouveau au continent dans la foulée des attentats de Nairobi et Dar es-Salaam en 1998. La montée en puissance de la demande chinoise va aspirer le pétrole et les matières premières africaines. La situation va donc se retourner à partir de 2002-2004, mais les perceptions vont mettre un peu de temps à changer.

La période suivante, de 2005 à 2013, est marquée par des taux de croissance très élevés, notamment à cause de l'explosion du prix des matières premières. Les investisseurs sentent que l'Afrique redevient une

terre d'opportunités. Des gens comme Lionel Zinsou (ancien banquier d'affaires, actuel premier ministre du Bénin et candidat à la présidentielle) vont tenir un discours très positif. Mais ce boom africain ne va pas durer très longtemps, il se retourne à partir de 2013-2014.

**Que se passe-t-il ?**

D'abord, l'épidémie d'Ebola va mettre toute l'Afrique en quarantaine, alors que seuls trois pays sont touchés. Ensuite, le ralentissement de la demande chinoise et la baisse du pétrole vont révéler la réalité d'un décollage très fragile, réduit en fait à quelques enclaves. Enfin, l'explosion de la Libye et l'effondrement de la bande sahélienne qui a suivi vont menacer la perception de l'ensemble du continent comme pôle de croissance.

### Pendant cette décennie de croissance, le décollage a-t-il eu lieu ?

Il faut rester réaliste : sur 54 pays africains, 27 d'entre eux comptent un PIB par habitant inférieur à 1 000 dollars. Quand on regarde de près, ce qu'on voit, c'est une économie d'archipels avec des zones de croissance, mais limitées aux régions littorales et aux métropoles. Finalement, l'Afrique demeure un endroit très risqué pour les investisseurs : les infrastructures, le climat social, le droit du travail, la sécurité juridique y restent hautement hypothétiques, la corruption paralysante.

Aujourd'hui, on continue d'entendre un discours positif et ambitieux sur l'Afrique, terre d'avenir. C'est fondé si l'on se limite à des vitrines comme Abidjan, en Côte d'Ivoire. Mais la réalité du terrain est moins reluisante : Nestlé, qui retire une partie de ses investissements, ou le projet ferroviaire de Bolloré en Afrique de l'Ouest qui est bloqué par un contentieux. Les Etats africains restent prébendiers, corrompus et prétoires. Quand on va sur le terrain, ce qui affleure, ce sont les inégalités, le ressentiment des laissés-pour-compte, des jeunes, des ruraux, des habitants des bidonvilles, des régions périphériques, des minorités, et la tentation permanente de la violence. Si on regarde les 54 pays du continent les uns après les autres, il y a plus de raisons de s'inquiéter que de se réjouir.

### La démographie est-elle une chance ou un fardeau pour l'Afrique ?

Globalement, l'Afrique reste sous-peuplée, avec 40 habitants par kilomètre carré, même si sa population est très inégalement répartie. Mais la population s'accroît très rapidement dans les campagnes, alors que les techniques restent traditionnelles. Donc, les villes se nourrissent de l'échec des campagnes. Cette croissance démographique pourrait être une force énorme si l'on menait des croissances inclusives, s'il y avait une capacité à créer des emplois dans l'industrie. Sauf que l'industrie reste embryonnaire et que la formation n'est pas adaptée.

La jeunesse, formidablement inventive et débrouillarde, est donc obligée de trouver des chemins de traverse, comme l'économie informelle ou l'émigration, alors que seuls 5 % des emplois relèvent du secteur privé officiel. Comme les jeunes sont connectés et qu'ils ont conscience des inégalités, cela alimente un ressentiment terrible. Les pays africains qui n'arriveront pas à créer des emplois se trouveront face à des révolutions, comme le monde arabe en 2011.

### On parle souvent d'une classe moyenne émergente de 300 millions de personnes en Afrique...

Sauf que la classe moyenne en Afrique commence à 2 dollars [1,80 euro] par habitant et par jour, là où ailleurs dans le monde la barre est à 10 dollars. On met dans la classe moyenne des gens à peine sortis de la pauvreté et qui vivent dans la peur panique du déclassement. Sur ces 300 millions, 200 millions vivent avec 2 à 4 dollars par jour. Les autres se situent entre 4 et 10 dollars. Ceux qui gagnent entre 10 et 20 dollars par jour ne sont pas plus de 60 millions de personnes. L'Afrique reste le continent de la pauvreté et même de l'extrême pauvreté.

On s'est gargarisé du fait qu'il y avait 700 millions de téléphones portables en circulation. Mais les gens n'ont pas de quoi acheter du crédit. L'envolée des matières premières a créé un effet d'aubaine, seulement la plupart des pays qui en ont bénéficié, l'Algérie, le Nigeria, l'Angola, n'en ont pas tiré profit pour se diversifier. Aujourd'hui, la baisse des revenus est colossale. Les seuls qui tirent un peu leur épingle du jeu sont ceux qui ont su s'industrialiser : l'île Maurice, l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Egypte, le Maroc, l'Ethiopie.

### On a l'impression que l'Afrique francophone est à la traîne par rapport à son homologue anglophone. Est-ce une réalité ?

Je ne suis pas convaincue qu'on vive moins bien au jour le jour dans l'Afrique francophone. Si l'on regarde les grandes crises alimentaires récentes, l'Afrique francophone s'en sort plutôt bien par rapport à la « diagonale anglophone », qui va du Soudan du Sud à l'Afrique du Sud, en passant par la République démocratique du Congo et le Zimbabwe. Finalement, le franc CFA a créé un îlot de stabilité.

### Quel impact l'irruption de la Chine en Afrique a-t-elle eu ?

D'abord elle a relégitimé les gouvernements autoritaires. Comme les Occidentaux étaient en rivalité avec la Chine, ils ont embayé, d'autant que le déliement de l'aide européenne lui a fait perdre de multiples contrats. La Chine a joué aussi un rôle positif en montrant que l'Afrique avait d'immenses potentialités, qu'elle valait le coût d'être équipée en infrastructures, que ses terres pouvaient être exploitées, que la classe moyenne pauvre pouvait former un marché du moment qu'on lui proposait des produits adaptés. La Chine a apporté des biens et des services bon marché, appropriables par les Africains. A part cela, la Chine n'a aucune fibre humanitaire, contrairement à l'Europe. Elle a eu une logique purement intéressée.

### Quel bilan tirez-vous du discours de La Baule de François Mitterrand, en 1990, qui conditionnait l'aide au développement à la démocratisation ?

En fait, c'était un abandon du continent. Un abandon confirmé quatre ans plus tard quand Edouard Balladur a dit : plus d'aide économique sans accord avec le Fonds mondial international. Les plans d'ajustement structurels, lancés la décennie précédente, ont asphyxié les économies. La démocratie, imposée de l'extérieur, a déstabilisé les sociétés. L'Afrique n'avait jamais connu la démocratie ni pendant la colonisation ni après les indépendances ; elle va sombrer dans les guerres civiles. Pour se légitimer, les partis ont recouru à l'ethnicisme. En fait, la démocratisation a réveillé les pires démons. On dit qu'il y a la démocratie en Afrique, ça a plutôt conduit à des « démocraties » : le sortant accapare tous les moyens, les radios, les télévisions, les stocks alimentaires... pour se maintenir au pouvoir.

### Finalement, vous êtes du côté de David Van Reybrouck, qui explique dans « Contre les élections » (Actes Sud, 2014) que la démocratie à l'occidentale n'est pas adaptée à l'Afrique ?

Le mode de fonctionnement des Africains, c'est d'arriver au consensus par la négocia-

tion, même si elle est très longue. Ce qu'on a appelé la palabre. L'idée que 51 % l'emportent sur 49 % ne veut rien dire dans ces sociétés extrêmement hiérarchisées et codifiées.

### Quel modèle a-t-il fait ses preuves ?

Celui du chef intègre et inspiré, c'est-à-dire celui qui a un design global et sait taire ses allégeances ethniques ou partisans. Houphouët-Boigny [président de la Côte d'Ivoire de 1960 à 1993] disait que le bon chef est celui qui sait redistribuer même à ses ennemis. Sauf que, souvent, il ne veut plus quitter le pouvoir, comme Kagamé au Rwanda, ou Museveni en Ouganda. La Fondation Mo Ibrahim, qui décerne chaque année un prix à un dirigeant ayant pratiqué la bonne gouvernance et ayant accepté de quitter le pouvoir, n'a distingué que quatre dirigeants depuis 2007 : un Mozambicain, un Botswanaïen, un Capverdien et un Namibien.

Les seuls pays qui décollent, en Afrique comme ailleurs, sont ceux qui soutiennent l'agriculture et pratiquent la croissance inclusive avec les *conditional cash transfers* (CCT). Cela revient à donner aux foyers pauvres des sommes d'argent conditionnées à la scolarisation des enfants, au respect des programmes de santé, etc. Mais ça ne peut fonctionner que si le pouvoir d'achat des pauvres augmente et permet aux entreprises nationales de vendre leurs produits. Aujourd'hui, le problème de l'Afrique est de compter 65 % de ruraux très pauvres, soit 700 millions de personnes ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE AYAD

Sur le Web : [www.festivalgeopolitique.com](http://www.festivalgeopolitique.com)

#### Vue de l'exposition

« Mémoires vives », consacré à Bodys Isek Kingelez, à la Fondation Cartier pour l'art contemporain, en 2014, à Paris.

#### Bodys Isek Kingelez

L'artiste congolais, mort en 2015, à Kinshasa, est connu pour ses maquettes de villes chatoyantes. Il fut d'abord enseignant, avant de se consacrer pleinement à la sculpture. Sa première maquette en carton de récupération, en 1979, attire l'attention du Musée de Kinshasa, où il est nommé restaurateur. Il y reste jusqu'en 1985, puis embrasse entièrement une carrière d'artiste en travaillant sur ce qu'il nommait ses « architectures maquettistes ». A l'aide de carton, papier et plastique, il réalise ainsi des villes imaginaires immenses, apparaissant comme des contrepoints à l'urbanisation débridée de Kinshasa. Ses cités figurent aujourd'hui dans des collections prestigieuses, telles que la Fondation Cartier, à Paris, la Fondation Ludwig, à Cologne, ou encore celle de l'homme d'affaires Jean Pigozzi.